MINISTÈRE DE L'ÉCONOMIE ET DES FINANCES (MEF)
INSTITUT HAITIEN DE STATISTIQUE
ET D'INFORMATIQUE (IHSI)

LES COMPTES ECONOMIQUES EN 2025

DIRECTION DES STATISTIQUES ECONOMIQUES (DSE)
DECEMBRE 2025

INSTITUT HAÏTIEN DE STATISTIQUE ET D'INFORMATIQUE (IHSI)

LES COMPTES ECONOMIQUES EN 2025

DIRECTION DES STATISTIQUES ÉCONOMIQUES (DSE)
Décembre 2025

SOMMAIRE

I- RÉSUMÉ : BAISSE CONTINUE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE EN 2025 ___ 4

II- ANALYSE SECTORIELLE DU PIB ___ 11

2.1.- Déclin continu de l'Agriculture (CITI 01 – 03) ___ 11

2.2- Baisse des Industries Extractives (CITI 05 – 09) ___ 13

2.3- Nouvelle Contraction des Industries Manufacturières (CITI 10-33) ___ 13

2.4- Recul des Services de Base ___ 14

2.4.1- Électricité (CITI 35) ___ 14

2.4.2- Eau (CITI 36-39) ___ 15

2.5- Affaiblissement du secteur de la Construction (CITI 41–43) ___ 16

2.6- Chute des branches Commerce (CITI 45-47), Transport et Entreposage (CITI 49-53), Hébergement et Restauration (CITI 55-56) ___ 17

2.7- Accroissement de la branche Information et Communication (CITI 58-63) ___ 19

2.8- Progression des Activités Financières (CITI 54-66) ___ 20

2.9- Baisse des activités immobilières (CITI 68) ___ 20

2.10- *Evolution à la hausse des services non marchands (CITI 84-94)* ___ 20

2.11- *Régression des branches Éducation (CITI 85), Santé et Action sociale (CITI 86-88)* 21

2.12- Évolution mitigée des Autres activités de services (CITI 69-75 ; 77-82 ; 90-96 ; 97-98) ___ 21

III- EVOLUTION DE L'OFFRE ET DEMANDE GLOBALES ___ 22

IV- PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 2026 ___ 26

I- RÉSUMÉ : BAISSE CONTINUE DE L'ACTIVITE ECONOMIQUE EN 2025

Depuis 2019, Haïti enregistre une série ininterrompue de contraction de son Produit Intérieur Brut (PIB) à prix constants, accusant ainsi une chute, en moyenne annuelle, de 2,4%. En effet, avec une décroissance du PIB, en volume, de 2,7 %, l'année fiscale 2025 s'inscrit en droite ligne dans la spirale négative de l'économie haïtienne amorcée depuis déjà sept ans. La comparaison du niveau du PIB constant de 2025 (552,0 milliards de gourdes) avec celui de 2018 (658,3 milliards de gourdes) révèle que cette dépression économique a provoqué une diminution de plus de 106 milliards de gourdes constantes de la quantité de richesse créée dans l'économie, soit une chute cumulée de plus de 16,0 % du PIB sur la période.

Ces statistiques préoccupantes ne traduisent pas seulement une simple contraction, récession ou dépression économique abstraite. Elles masquent aussi et surtout des drames bien réels, notamment la réalité alarmante des conditions de vie durant ces sept dernières années, car chaque point du PIB perdu correspond, en quelque sorte, à une augmentation de la précarité des conditions de vie de la population. Cela se traduit, en effet, par la réduction du nombre d'emplois créés, par moins de revenus générés - et face à une inflation déjà galopante - par l'érosion du pouvoir d'achat des ménages. Évidemment, tout cela amène à une augmentation de la pauvreté.

À cet égard, l'un des indicateurs les plus parlants constitue le nombre de personnes en insécurité alimentaire aiguë qui est passé de 2,3 millions en décembre 2018 pour atteindre plus de 5,7 millions en septembre 2025[1]. Ainsi, parmi les multiples conséquences de ces années de récession économique, il faut aussi relever ces 3,4 millions de personnes additionnelles en insécurité alimentaire aiguë, enregistrées de 2018 à 2025.

La septième année consécutive de recul du PIB confirme la trajectoire récessive prolongée et l'incapacité chronique de l'économie haïtienne à renouer avec la croissance. Cette contraction cumulée s'inscrit dans un contexte où les chocs sécuritaires, politiques et sociaux amplifient les vulnérabilités macroéconomiques, accentuent la désarticulation des secteurs productifs, conduisant ainsi à la dégradation continue des moyens de production.

Les facteurs défavorables qui sont à l'origine de la contraction du PIB en 2025 ne sont pas tellement différents de ceux des années précédentes. Hormis les contraintes

[1] Coordination Nationale de la Sécurité Alimentaire (CNSA), Rapport Trimestriel, Septembre 2025

structurelles chroniques qui ont toujours marqué l'économie haïtienne, c'est surtout la crise sécuritaire, sans précédent, avec les goulots d'étranglements subséquents qui continuent de plomber la relance des activités.

La persistance de la crise sécuritaire, le rançonnage des transporteurs sur les axes stratégiques, le blocage des routes nationales empêchant la libre circulation des biens et des personnes, ainsi que la paralysie des principaux marchés publics de Port-au-Prince constituent autant d'obstacles qui ont, énormément, restreint en 2025 les marges de manœuvres des agents économiques, tant du secteur formel qu'informel.

À toutes ces embûches s'ajoutent, également, les chocs logistiques majeurs liés à la suspension, depuis en novembre 2024, des vols internationaux de passagers à l'Aéroport International Toussaint Louverture, le ralentissement marqué des activités au Port International de Port-au-Prince au cours de la même année fiscale.

Ainsi, l'économie haïtienne continue de subir, de plein fouet, les contrecoups de la crise sécuritaire et les soubresauts de l'instabilité politique et sociale. Cette situation n'a pas cessé, en 2025 encore, de décapitaliser les agents économiques, de provoquer la fermeture ou le déplacement des entreprises, d'occasionner la compression ou le licenciement du personnel, sans compter les déplacements internes. Aucun des trois grands secteurs de l'économie n'a pu échapper à ces chocs humains internes (violences caractérisées, migrations forcées, déplacements massifs, crise humanitaire) qui ont, une nouvelle fois, anéanti toute tentative de relance des activités en 2025. Rarissimes sont les branches d'activité qui ont pu sortir la tête de l'eau

En effet, le Secteur primaire, comprenant les branches Agriculture et Industries Extractives, qui avait accusé une chute de 5,7 % en 2024, a poursuivi son recul en 2025 avec une baisse de 4,7% de sa valeur ajoutée à prix constants.

Le Secteur secondaire, qui regroupe les branches des industries manufacturières, de la Construction et de l'Électricité et Eau, continue aussi de contracter en affichant une décroissance de 5,1% en 2025, presque le même fléchissement de l'année dernière, soit 5,0 %.

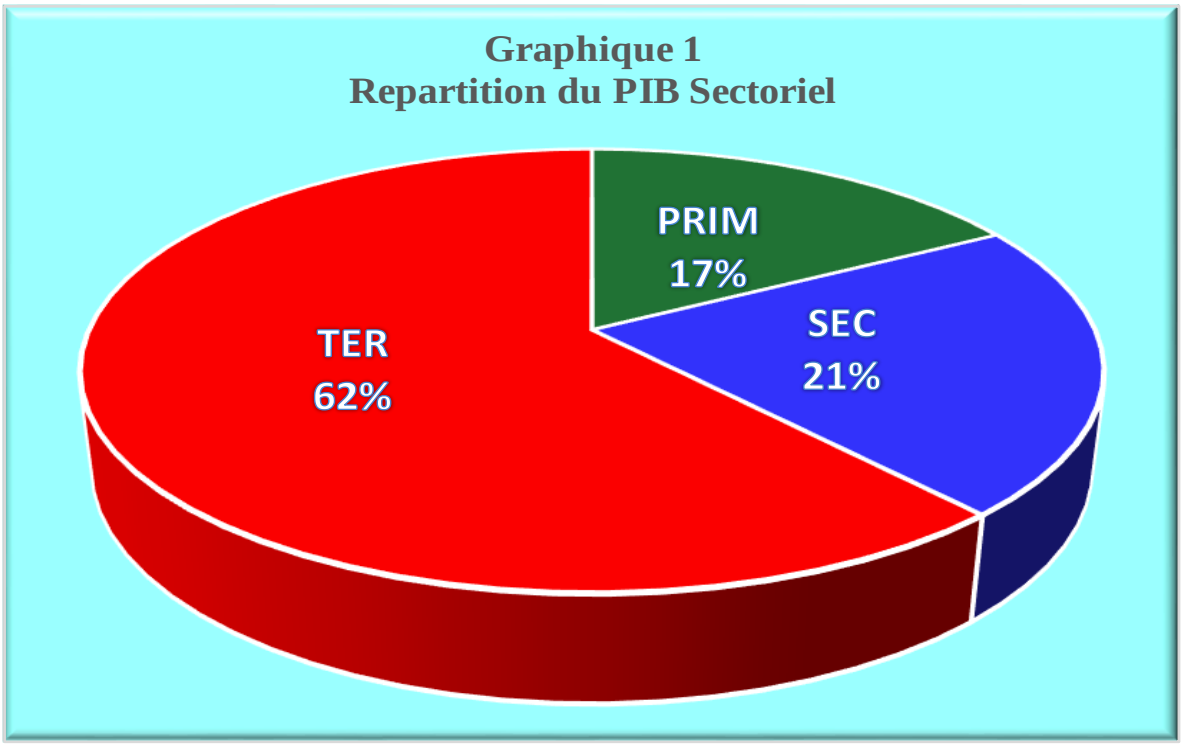
Le Secteur tertiaire, constitué des différents services, a encore décliné (-2,7%) en 2025, même si c'est à un rythme nettement moins élevé que la forte chute de 3,9 % qui a été enregistrée en 2024. C'est justement cette baisse relativement moins prononcée du Secteur tertiaire, combinée avec celle du secteur primaire, qui a contribué à atténuer la

contraction globale (-2,7%) du PIB, en 2025, par rapport à celle de l'année dernière qui était de -4,2%.

TABLEAU 1
VALEUR AJOUTEE PAR GRANDS SECTEURS D'ACTIVITE
EN MILLIONS DE GOURDES CONSTANTES
DE 2020-2021 A 2024-2025
BASE 2011-2012

SECTEURS D'ACTIVITE	2020-2021	2021-2022	2022-2023	2023-2024	2024-2025	VARIATION ANNUELLE EN 2025
SECTEUR PRIMAIRE	106 066	101 277	95 585	90 153	85 880	-4,7
SECTEUR SECONDAIRE	125 440	124 244	119 171	114 067	108 199	-5,1
SECTEUR TERTIAIRE	348 284	343 919	334 211	320 597	311 957	-2,7

SOURCE : DSE / IHSI



Ce ne sont pas là juste des chiffres, c'est le signal que tous les grands secteurs de l'économie subissent directement ou indirectement les méfaits de la crise sécuritaire. Ils évoluent, dans une certaine mesure, sous la coupe des gangs armés. D'ailleurs, on a constaté qu'il suffit d'un simple mot d'ordre de la part de ces hors la loi pour que, pris de

peur, la majorité des écoles ne fonctionnent pas et les agents économiques, eux aussi, décident de fermer boutique le jour indiqué.

De leur côté, presque toutes les composantes de l'Offre et la Demande Globales ont affiché des tendances baissières en 2025. Par contre, les chutes enregistrées sont relativement moins élevées que celles de l'année 2024.

Une évolution différenciée a été observée au niveau des deux composantes de l'Offre Globale. Le PIB qui représente l'offre interne a décru de 2,7% en 2025, contre 4,2% en 2024. En revanche, l'Importation ou l'offre externe, qui avait contracté de plus de 16,0% en 2024, a progressé, en volume, de 1,5 % en 2025.

La situation du côté de la Demande Globale est, quasiment, pareille avec des évolutions contrastées. La Consommation Finale totale, principale composante de la Demande Globale, a reculé de 1,0%, contre une forte diminution de 4,4% l'année dernière. En effet, l'augmentation de la Consommation Finale des administrations publiques (9,4%) et, surtout, celle des transferts sans contrepartie de la diaspora ont contribué à atténuer la chute de la Consommation Finale totale par rapport à l'année précédente. Les transferts de la diaspora sont passés de 4 111,22 millions de dollars US, en 2024, à 4 915,52 millions en 2025, soit une hausse de 19,6%, contre 9,5% précédemment[2]. Toutefois, malgré l'importance incommensurable de cette source de revenus, elle n'a pas pu renverser la tendance négative de la Consommation Finale des ménages qui détient de loin la plus forte pondération.

En ce qui concerne les autres composantes de la Demande Globale, tout comme l'année dernière, le déclin de la demande externe (Exportation) s'est poursuivi en 2025 avec une régression, en volume, de 2,2%, contre -31,0% précédemment. Il en est de même pour la Formation Brute de Capital Fixe (composante principale des Investissements) qui a continué de décroitre en 2025 (15,3%), mais à un rythme nettement moins accéléré que la chute de 2024 (36,8%).

À ce propos, il convient de mentionner la hausse spectaculaire, par rapport au bas niveau de l'année 2024, des dépenses d'investissements publics qui sont passées de 7,9 milliards de gourdes en 2024 à 25,9 milliards en 2025, soit un accroissement de 227,0%[3]. Toutefois, le poids des investissements publics n'est pas suffisamment élevé pour pouvoir

[2] Balance des Paiements (BDP),(2025), Banque de la République d'Haïti (BRH)
[3] Tableau des Opérations Financières de l'État(TOFE) 2025,Mnistère de l'Économie et des Finances (MEF)

renverser la tendance générale négative enregistrée dans la FBCF pendant cette période de crise. Par ailleurs, étant donné qu'une bonne partie des investissements publics a été effectuée au cours du dernier trimestre de l'année fiscale 2025, il se pourrait que leurs effets retardés sur les principaux secteurs concernés soient surtout ressentis au cours de l'année fiscale 2026.

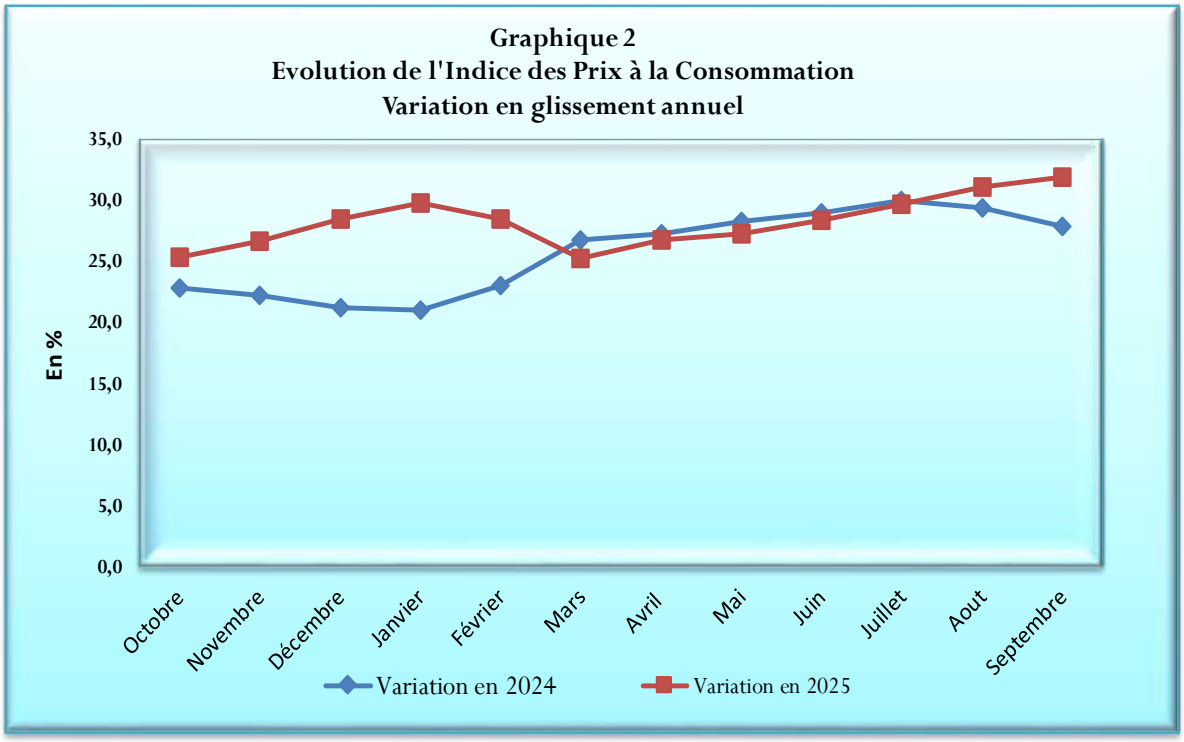
Quand on considère l'évolution du PIB et des prix sur le marché, on serait tenté de dire que la crise économique en Haïti de ces sept dernières années constitue un cas d'école dans la mesure où elle combine à la fois des éléments de stagflation et de dépression économiques. Théoriquement parlant, la dépression correspond à une baisse substantielle et durable de l'activité économique, comme nous le vivons depuis quelque temps, mais aussi, en raison de la chute de la demande, elle s'accompagne également de la baisse des prix sur le marché, ce qui n'est absolument pas le cas actuellement. En revanche, la stagflation se réfère, à la fois, à une économie stagnante ou avec de légères hausses (contrairement à la situation du moment où il s'agit plutôt de fortes contractions) et à une inflation généralisée (comme c'est le cas actuellement).

En effet, les prix se sont accélérés en 2025 avec des variations respectives de L'Indice Général des Prix à la Consommation (IPC), en glissement et en moyenne annuels, de 31,9 % et 28,3% en 2025, contre 27,9% et 25,8% en 2024. Cette évolution met en évidence une intensification des pressions inflationnistes, particulièrement internes.

Tableau 2
Evolution Mensuelle de l'Indice des Prix à la Consommation (IPC)
au cours des deux derniers exercices fiscaux

MOIS	2022-2023	2023-2024	2024-2025	Glissement annuel (%) (2023/24)	Glissement annuel (%) (2024/25)
Octobre	277,7	341,1	427,5	**22,8**	**25,3**
Novembre	287,4	351,1	444,6	**22,2**	**26,6**
Décembre	295,8	358,6	460,6	**21,2**	**28,5**
Janvier	299,7	362,5	470,3	**20,9**	**29,7**
Février	303,6	373,6	479,8	**23,0**	**28,4**
Mars	308,8	391,3	489,8	**26,7**	**25,2**
Avril	312,9	398,2	504,7	**27,3**	**26,8**
Mai	315,7	404,9	515,0	**28,3**	**27,2**
Juin	317,1	408,9	525,0	**28,9**	**28,4**
Juillet	317,9	413,3	535,8	**30,0**	**29,6**
Août	322,4	416,9	546,6	**29,3**	**31,1**
Septembre	329,9	421,8	556,4	**27,9**	**31,9**
Moyenne annuelle	**307,4**	**386,8**	**496,3**	**25,8**	**28,3**

Source Bureau des Prix / IHSI



La tendance haussière de l'IPC, observée en 2025, aurait pu être nettement plus prononcée, n'était-ce l'évolution favorable de certains déterminants de l'inflation tels que : (i) la rigidité de la politique budgétaire (zéro financement monétaire) ; (ii) la stabilité du taux de change et (iii) la meilleure disponibilité et distribution de carburants sur le marché. Dans des conditions normales, ces atouts internes et externes auraient entraîné un ralentissement pour ne pas dire une déflation même des prix à la consommation. Mais les chocs internes à tendance inflationniste, notamment les contraintes sécuritaires et les perturbations logistiques ont été plus forts et plus directs.

Le renchérissement des prix en 2025 s'explique, principalement, par l'aggravation de la crise sécuritaire qui a provoqué des perturbations significatives dans les circuits de distribution, accentuant ainsi les pressions inflationnistes. Pour être plus précis, les facteurs spécifiques à l'origine de l'accélération des prix en 2025 peuvent ainsi se résumer :

- ***Rançonnage des marchandises et des passagers par les gangs qui extorquent de l'argent sur les routes nationales, augmentant, ipso facto, le coût des transports et, subséquemment, le prix de revient des marchandises.***
- ***Blocage des routes stratégiques qui perturbe l'acheminement des produits agricoles et manufacturés, créant des pénuries locales.***

- ***Montants exorbitants que les agriculteurs et certains entrepreneurs sont forcés de verser aux groupes armés pour pouvoir exercer leurs activités.***
- ***Faiblesse de l'offre interne en denrées alimentaires due, notamment, à la chute de la production agricole en 2025.***
- ***Pénurie d'électricité, consécutive aux sabotages des installations électriques de la Compagnie Nationale d'Électricité (ED'H), provoquant ainsi une augmentation des coûts de production des entreprises.***

Par ailleurs, au niveau externe, une certaine hausse des cours mondiaux a été observée. L'Indice FAO a crû de 2,9%, passant de 115,3 en 2024 à 118,6 en 2025. Toutefois, il y a lieu de noter que, pour certains produits spécifiques, très importés en Haïti, la tendance a été plutôt à la baisse. C'est le cas par exemple des prix des céréales et du sucre qui ont chuté, respectivement, de 5,9% et 15,5%[4]. Cette évolution différenciée des cours mondiaux, jointe à la stabilité du taux de change observée tout au long de l'année, a contribué à rendre l'inflation importée moins volatile en 2025. En effet, le taux de change moyen annuel a été de 130,7 gourdes pour un dollar américain en 2025, contre 131,0 gourdes en 2024.

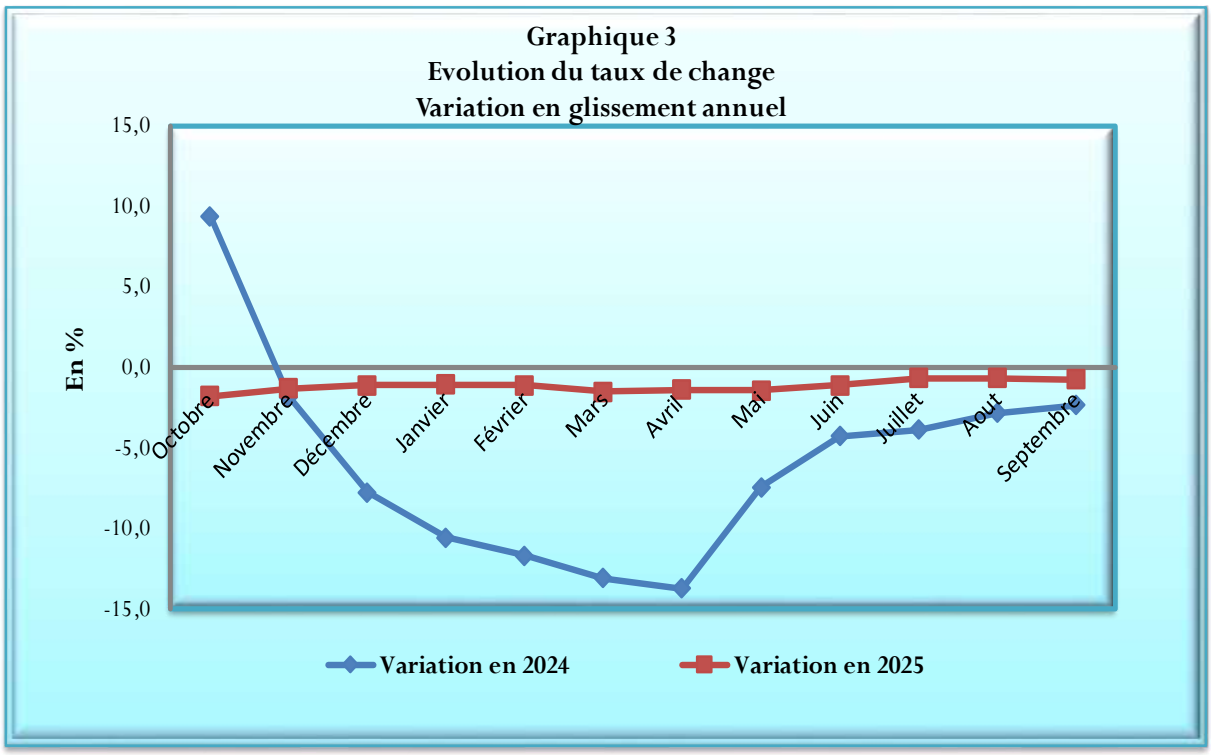
Tableau 3

Evolution du Taux de change[1]
au cours des deux derniers exercices fiscaux

MOIS	2022-2023	2023-2024	2024-2025	Glissement annuel (%) (2023/24)	Glissement annuel (%) (2024/25)
Octobre	122,11	133,6	131,3	**9,4**	**-1,8**
Novembre	135,1	132,6	130,9	**-1,8**	**-1,3**
Décembre	143,1	132,0	130,6	**-7,8**	**-1,1**
Janvier	147,1	131,6	130,2	**-10,6**	**-1,1**
Février	149,3	131,8	130,4	**-11,7**	**-1,1**
Mars	152,6	132,6	130,7	**-13,1**	**-1,5**
Avril	153,3	132,3	130,5	**-13,7**	**-1,4**
Mai	143,1	132,5	130,7	**-7,4**	**-1,4**
Juin	138,1	132,3	130,9	**-4,2**	**-1,1**
Juillet	137,0	131,8	130,9	**-3,9**	**-0,7**
Août	135,3	131,5	130,7	**-2,8**	**-0,6**
Septembre	134,7	131,6	130,6	**-2,3**	**-0,7**
Moyenne annuelle	**140,9**	**132,2**	**130,7**	**-6,2**	**-1,1**

1:Taux de référence de la BRH
SOURCE: IHSI/BRH

[4] Annual FAO Food Price Indices,2025



II- ANALYSE SECTORIELLE DU PIB

2.1.- Déclin continu de l'Agriculture (CITI 01 – 03)

La valeur ajoutée de la branche **Agriculture, Sylviculture, Elevage et Pêche** qui se chiffre à 80,6 milliards de gourdes constantes en 2025, contre 84,6 milliards en 2024, a enregistré une nouvelle baisse de 4,8%. L'Agriculture qui a beaucoup perdu de sa contribution au PIB, reste et demeure un pilier de l'économie haïtienne avec une part significative de 14,4%.

La production globale de céréales (riz, maïs et sorgho), évaluée, respectivement, à 104 000 tonnes, 116 000 tonnes et 64 487 tonnes, poursuit sa tendance baissière. Sur la période 2020-2025, les diminutions moyennes sont estimées à 29,0 % pour le maïs, 25,0 % pour le riz et 14,0 % pour le sorgho[5].

La production totale de riz, estimée à 104 000 tonnes métriques en 2025, a enregistré une baisse de 19 % par rapport à la moyenne quinquennale (2020–2025). Ce recul s'est avéré particulièrement prononcé dans plusieurs départements : Nord-Est : –18,0 %, avec une contribution de plus de 2,5 % à la production nationale ; Nord : -20,0 %, représentant environ

[5] Données du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), Coordination Nationale de la Securité Alimentaire (CNSA), de la FAO et du Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA).

2,2 % ; Sud : -22,0 %, avec une part de 1,2 % ; Nippes : -14,0 %, contribuant à hauteur de 2,8 %. En revanche, le département de l'Artibonite demeure le principal bassin rizicole du pays, assurant plus de 89,0 % de la production annuelle, bien qu'il ait, lui aussi, subi une contraction de 19,0 %[6].

Le secteur agricole poursuit son déclin malgré les financements accordés à certaines filières à travers divers projets. Parmi eux figurent, entre autres : (1) le projet Agriculture Résiliente pour la Sécurité Alimentaire (PARSA), mis en œuvre dans les départements du Sud, de la Grand-Anse, des Nippes, du Nord-Ouest et du Centre ; (2) le Programme Multisectoriel de Sécurité Alimentaire et Nutritionnelle (PMSAN), déployé dans les régions du Nord-Ouest, du Haut-Artibonite, du Nord-Est et de la région des Palmes.

Plusieurs facteurs ont contribué à l'abaissement du secteur agricole :

1) L'insécurité rurale dans les zones agricoles qui sont affectées par les déplacements forcés des agriculteurs et éleveurs.
2) Les dérèglements climatiques incluant les sécheresses de plus en plus rudes et prolongées, les inondations et la dégradation des sols.
3) L'accès limité aux intrants dont les engrais, les semences améliorées et les équipements.
4) La réduction de la main d'œuvre agricole, consécutive à la migration de la dépopulation rurale et aux déplacements forcés liés à l'insécurité.
5) La fragmentation des exploitations : prédominance de micro-parcelles peu mécanisées, souvent en pente ou vulnérables à l'érosion.
6) La dégradation des sols : érosion, déforestation et absence de pratiques de conservation réduisant la fertilité et la durabilité des terres.
7) Les accès au crédit et aux assurances sont trop faibles : les agriculteurs ne peuvent pas investir ni se protéger contre les risques climatiques ou économiques.
8) Le manque d'infrastructures agricoles: irrigation, stockage, routes agricoles et marchés de proximité sont insuffisants ou dégradés.
9) Le vieillissement de la main-d'œuvre agricole : désintérêt des jeunes pour l'agriculture.

[6] Données du Ministère de l'Agriculture, des Ressources Naturelles et du Développement Rural (MARNDR), Coordination Nationale de la Securité Alimentaire (CNSA), de la FAO et du Département de l'Agriculture des États-Unis (USDA).

2.2- Baisse des Industries Extractives (CITI 05 – 09)

Constituées essentiellement d'extraction de roches, de gravier et de sable dans les carrières ainsi que de l'exploitation du sel marin au niveau des marais salants, les **industries extractives** dont la valeur ajoutée était évaluée à 5,5 milliards de gourdes à prix constant l'année précédente, est tombée à 5,3 milliards en 2025, accusant ainsi une chute, en volume, de 4,5% de sa valeur ajoutée.

Ce recul des industries extractives est, probablement, lié à diverses contraintes opérationnelles et sécuritaires.

1) Les perturbations logistiques ou sécuritaires dans les zones minières.
2) La baisse des investissements dans la construction.
3) L'insécurité généralisée où la majorité des sites de carrières (sable, gravier, roches, sel marin) se trouvent dans des zones sous l'influence des groupes armés, ce qui limite l'exploitation.
4) La demande affaiblie dans les secteurs connexes tels que la Construction et les minéraux non métalliques.
5) Les investissements insuffisants incluant le manque de financement pour moderniser les équipements et sécuriser les sites.
6) Les contraintes logistiques liées aux difficultés d'accès aux carrières et hausse des coûts de transport.

On se souvient encore de l'époque où les compagnies Reynold's et SEDREN exploitaient respectivement la bauxite du côté de Paillant (Miragoâne) et le cuivre aux Gonaïves. À l'époque. le secteur extractif, à lui seul, représentait environ 2,0 % du PIB Haïtien, un poids relativement important qui était supérieur à celui du Tourisme (0,2 %), du secteur financier (0,2%) et identique à la branche Transports et Communications (2,0 %).

*2.3- Nouvelle **Contraction** des Industries Manufacturières (CITI 10-33)*

Le **secteur Manufacturier** (Activités de Fabrication) enregistre une nouvelle chute de sa valeur ajoutée pour la troisième année consécutive traduisant ainsi un malaise grandissant au niveau de ce secteur. On dirait que le cœur de l'industrie manufacturière en Haïti fonctionne au ralenti, ces dernières années, et qu'il mériterait d'être en soins intensifs. Après une contraction de 3,4% en 2024, la valeur ajoutée de la branche a régressé de 4,3% en 2025, atteignant seulement 81,7 milliards de gourdes à prix constant, contre 85,4 milliards l'année précédente.

La quasi-totalité des principales branches des **industries manufacturières** a décliné, à l'exception de celles relatives à la **Fabrication de produits alimentaires, de boissons et tabac**, à la **Fabrication de bois et d'articles en bois** et à la **Fabrication de meubles** qui ont enregistré des hausses respectives de 2,2%, de 1,3% et de 1,6%.

La décroissance observée au niveau dudit secteur découle surtout de l'abaissement de 8,%, contre 6,9% par rapport à l'année précédente, de la branche des **industries textiles, d'habillement et de cuir.** À noter que cette branche a été modifiée, conformément aux dernières recommandations de la sixième édition du « Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale ». Elle a été diminuée des montants relatifs à la distribution des salaires dans la sous-traitance pour être reclassés de préférence dans le secteur des services.

2.4- Recul des Services de Base

Les services de base regroupent la **production et la distribution de l'eau** et de **l'électricité**. Au terme de l'exercice fiscal 2025, la valeur ajoutée de cette branche s'est établie à 5,8 milliards de gourdes constantes, marquant une contraction de 11,2%. Cette baisse reflète une dynamique récessive au sein de la branche, attribuable à la contre-performance simultanée de ses deux composantes, à savoir l'électricité et l'eau.

2.4.1- Électricité (CITI 35)

En 2025, la **valeur ajoutée réelle** de la **branche Électricité** est estimée à 2,0 milliards de gourdes constantes**,** enregistrant ainsi un repli de 14,3 %, après une progression de 5,6**%** en 2024. Cette baisse témoigne, encore une fois, des difficultés de ce secteur, affectant directement la contribution de l'électricité au processus de production nationale.

En effet, la production globale d'électricité a atteint 273,2 millions de kWh en 2025, soit une régression de 20,0 % par rapport à 2024, où elle s'élevait à 345,3 millions de kWh[7]. Cette baisse est attribuable aux difficultés rencontrées par les deux principales composantes de l'électricité (hydro-électrique et thermique) ainsi que d'autres facteurs d'ordre structurel et conjoncturel.

Sur les plans structurel et conjoncturel, la branche continue de faire face à des obstacles majeurs, notamment :

[7] Données provisoires, Tableau de Production d'Electricité(2025), Electricité d'Haïti (EDH)

1) Le retard dans la réalisation d'ouvrages stratégiques au niveau de certaines centrales.
2) La dégradation des infrastructures de production et de distribution, limitant l'efficacité du réseau.
3) Le manque d'investissements dans la réhabilitation des équipements, compromettant la fiabilité et la résilience du système électrique.
4) La fermeture de la principale centrale hydroélectrique (Péligre) du pays par les Mirebalaisiens, en signe de protestation contre l'envahissement de leur commune par les gangs armés.

Ces éléments confirment la fragilité structurelle et conjoncturelle du secteur électrique, dont la performance reste tributaire d'une amélioration significative des capacités techniques, de la gouvernance énergétique et de la sécurité des installations.

2.4.2- Eau (CITI 36-39)

À l'image du fléchissement constaté dans le secteur de l'énergie, la valeur ajoutée, à prix constant, de la branche **Production et Distribution d'Eau et Assainissement**, a décru de 9,6% en 2025 après une baisse déjà prononcée de 8,6% l'année dernière. L'insécurité qui met à mal le fonctionnement des principaux sites stratégiques (sources et forages), alimentant la population, constitue la cause majeure de la dégradation de la production et distribution d'eau, particulièrement dans les zones contrôlées par les gangs. Cette évolution négative reflète également les défis persistants du secteur, notamment en matière de financement, d'accès universel aux services, et de résilience face aux aléas climatiques et institutionnels.

La production globale du secteur de l'eau, qui s'élevait à 39,9 millions de m³ en 2024, a reculé à 37,4 millions de m³ en 2025, traduisant une contraction de 6,3%. Représentant plus de 73% dans la production totale d'eau, la région métropolitaine a subi une baisse de 5,5% en totalisant un volume d'eau de 27,5 millions de mètres cube en 2025, contre 29,1 millions au cours de la période précédente[8].

Ce repli résulte de la contre-performance combinée des deux segments constitutifs du secteur (sources et sites de forages). Plusieurs facteurs défavorables sont à la base de cette chute :

[8] Production d'eau potable (volume en mètre cube)(2025), Observatoire National de l'Eau Potable et de l'Assainissement (ONEPA), Direction Nationale de l'Eau Potable et de l'Assainissement (DINEPA)

1) Accès limité aux sites de captage, aux réseaux de distribution et aux stations de traitement, souvent situés dans des zones contrôlées par des groupes armés.
2) Chocs climatiques provoquant les sécheresses prolongées, les inondations et les glissements de terrain qui endommagent les infrastructures hydrauliques et réduisent la disponibilité des ressources en eau.
3) Les blocages de routes qui ralentissent l'acheminement des équipements et la maintenance des réseaux.
4) Le vieillissement et la dégradation des infrastructures : les réseaux vétustes, les fuites importantes, les stations de traitement obsolètes.
5) La faible couverture nationale.
6) Le manque de financement durable : la dépendance aux projets ponctuels.
7) La pression démographique et l'urbanisation non planifiée : la croissance rapide des quartiers informels sans réseaux d'eau ni assainissement.
8) La pollution et la déforestation : la dégradation des bassins versants, la contamination des nappes phréatiques, absence de traitement des eaux usées.

2.5- Affaiblissement du secteur de la Construction (CITI 41–43)

Le secteur de la Construction, ci-devant, **Bâtiments et Travaux Publics (BTP),** considéré comme un levier fondamental de toute économie nationale, traverse, à l'instar des autres secteurs, une période prolongée de contraction des activités. La valeur ajoutée du secteur continue de régresser en 2025, toutefois, à un rythme moins marqué, comparé à la période précédente. Atteignant 20,7 milliards de gourdes de valeur ajoutée à prix constant durant l'année fiscale 2025, le secteur de la construction a chuté de 6,4%, contre une décroissance de 7,5% en 2024.

La crise sociopolitique et sécuritaire a engendré un climat d'incertitude qui a fortement démotivé les acteurs économiques à se lancer dans de grands ouvrages de construction. Ainsi, la dynamique du secteur de la Construction semble de plus en plus conditionnée par des facteurs exogènes. Les agents économiques, souvent confrontés à des actes d'extorsion perpétrés par des groupes armés, adoptent une posture attentiste, freinant ainsi les initiatives de construction, tant au niveau entrepreneurial que domestique.

En somme, la dégradation continue du climat sécuritaire et l'absence de signaux clairs de redressement économique ont contribué à accentuer la fragilité du secteur de la

construction. Sans une amélioration significative de la sécurité et une relance des investissements privés et publics, ce secteur stratégique risque de poursuivre son effondrement, compromettant davantage les perspectives de relance effective et durable de l'économie haïtienne.

2.6- Chute des branches Commerce (CITI 45-47), Transport et Entreposage (CITI 49-53), Hébergement et Restauration (CITI 55-56)

La valeur ajoutée cumulée de ces trois branches, représentant 34,5 % du secteur tertiaire, a atteint seulement 103,8 milliards de gourdes à prix constants, contre 114,1 milliards en 2024, soit un déclin de 8,3 %, après celui de 7,5 % de l'année précédente.

La branche **Commerce de gros et de détail,** qui concentre près de 89.0 % de la pondération de ce groupe de trois, a généré 93,1 milliards de gourdes constante de valeur ajoutée, contre 100,8 milliards en 2024, soit une contraction de 7,7 %. La branche Commerce continue ainsi de pâtir des multiples contraintes inhérentes à la crise sécuritaire. La fragilisation du secteur agricole et l'affaiblissement de certaines branches manufacturières ont aussi accentué la chute du Commerce.

La branche **Transport et Entreposage**, étroitement corrélée au commerce, a également suivi une trajectoire récessive. Sa valeur ajoutée, évaluée à 5,3 milliards de gourdes en termes réels, a régressé de 15,4%, après une chute de 8,3 % en 2024. Ce secteur, transversal par nature, a été, particulièrement, affecté par l'aggravation de l'insécurité et de ses corollaires.

De son côté, la branche **Hébergement et Restauration**, tributaire aussi du tourisme et surtout d'un environnement sécuritaire favorable, a également enregistré une contre-performance sans précédent. Sa valeur ajoutée est passée de 7,0 milliards de gourdes en 2024 à 5,3 milliards en 2025, soit une chute de 21,1 %. Comme l'année précédente, ce secteur a subi les effets délétères de l'insécurité, aggravés en 2025, par la suspension, depuis novembre 2024, des vols internationaux de passagers à l'Aéroport International de Port-au-Prince. Ceci a, quasiment, réduit à néant les flux de visiteurs dans la capitale économique du pays. Le tourisme local a été aussi, grandement, affecté en raison des difficultés de transport et de la fermeture forcée ou de la mise à sac des hôtels de plage.

TABLEAU 4

VALEUR AJOUTEE PAR BRANCHES D'ACTIVITE

EN MILLIONS DE GOURDES CONSTANTES

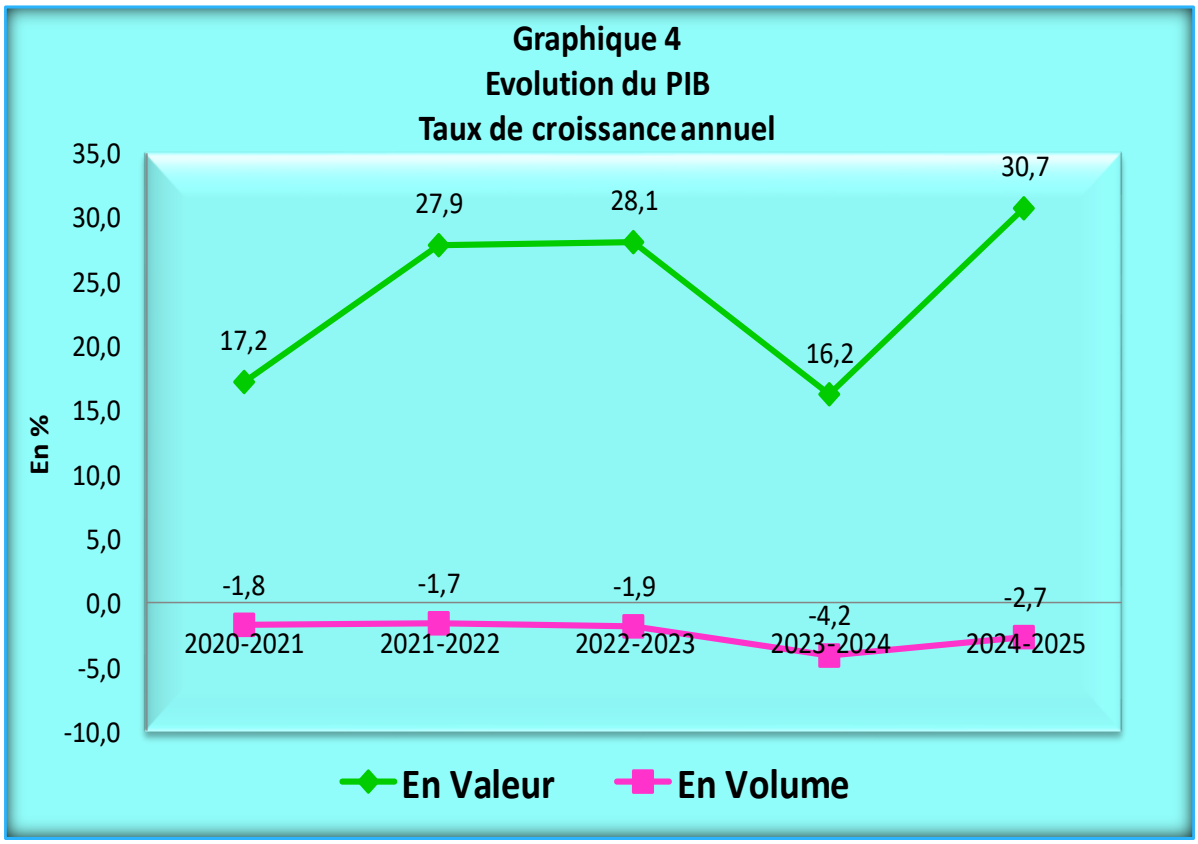
DE 2020-2021 A 2024-2025

BASE 2011-2012

CODE CITI	BRANCHES D'ACTIVITE	2020-2021	2021-2022	2022-2023*	2023-2024**	2024-2025***
	SECTEUR PRIMAIRE	**106 066**	**101 277**	**95 585**	**90 153**	**85 880**
01-03	Agriculture, sylviculture et pêche	99 473	94 954	89 656	84 612	80 586
05-09	Activités extractives	6 593	6 323	5 930	5 541	5 294
	SECTEUR SECONDAIRE	**125 440**	**124 244**	**119 171**	**114 067**	**108 199**
	Activités de fabrication	89 405	91 083	88 468	85 432	81 719
10-33	Production et distribution d'électricité, de gaz, de vapeur et climatisation	3 194	2 576	2 204	2 327	1 995
35	Distribution d'eau; réseau d'assainissement; gestion des déchets et remise en état	5 563	4 955	4 628	4 230	3 825
36-39	Construction	27 278	25 631	23 871	22 078	20 660
	SECTEUR TERTIAIRE	**348 284**	**343 919**	**334 211**	**320 597**	**311 957**
45-47	Commerce de gros et de détail, réparation de véhicules automobiles et de motocy	129 597	119 541	109 993	100 849	93 062
49-53	Transport et Entreposage	9 048	8 263	7 193	6 216	5 260
55 - 56	Activites d'Hebergement et de Restauration.	8 608	8 418	7 741	7 004	5 528
58-63	Information et Communication	12 896	13 463	13 750	13 955	14 441
64 - 66	Activités Financières et d'Assurances	19 485	20 190	21 119	21 791	23 021
68	Activites Immobilieres	26 820	27 097	25 536	23 945	23 039
84	Administation publique et défense; sécurité sociale et obligatoire	35 366	35 800	37 247	38 542	43 418
85	Education	30 157	31 325	32 043	31 394	29 801
86 - 88	Santé et Action Sociale	25 207	26 573	26 952	25 721	24 585
69-75; 77-82; 90-96; 97-98	Autres Activités de Services	51 101	53 248	52 638	51 178	49 802
	VALEUR AJOUTEE	**579 791**	**569 440**	**548 968**	**524 817**	**506 035**
	IMPOTS NETS DES SUBVENTIONS	**34 518**	**34 537**	**43 751**	**43 097**	**46 472**
	PIB	**614 309**	**603 977**	**592 719**	**567 914**	**552 507**
	TAUX DE CROISSANCE DU PIB	-1,8	-1,7	-1,9	-4,2	-2,7

SOURCE : DSE / IHSI

Notes : * Définitifs - ** Semi-définitifs- *** Provisoires



2.7- Accroissement de la branche Information et Communication (CITI 58-63)

La valeur ajoutée de cette macro branche est constituée des **services de Télécommunication** et des activités **d'Edition, de Programmation et Diffusion**. Comme cela a été le cas l'année dernière, la branche **Information et Communication** est l'une des rares qui a pu sortir la tête de l'eau en 2025.

Après s'être établie à 14,0 milliards de gourdes, en volume, l'année précédente, la valeur ajoutée de cette macro-branche a atteint 14,4 milliards en 2025, enregistrant ainsi une progression de 3,5 % par rapport à l'année antérieure. Ce secteur, malgré la crise, a pu profiter de l'engouement des gens pour les nouvelles technologies de l'information et de communication (NTIC). Avec les difficultés de circuler en toute liberté à travers le pays, finalement, les NTIC se révèlent être une bonne alternative pour plein de personnes et d'institutions, d'où une hausse de la demande en 2025 pour ces genres de services.

2.8- Progression des Activités Financières (CITI 54-66)

Un autre secteur qui a fait preuve de résilience et qui a pu, une nouvelle fois, tirer son épingle du jeu, est la branche des **Activités Financières. En effet,** malgré la crise économique et sécuritaire sévère, la macro branche des **Activités Financières et d'Assurances,** notamment le secteur bancaire a crû, en volume, de 5,6% en 2025, après la hausse de 3,2% en 2024. La valeur ajoutée de ladite branche qui était évaluée à 21,8 milliards de gourdes constantes l'année dernière, est passée à 23,0 milliards en 2025.

2.9- Baisse des activités immobilières (CITI 68)

Le secteur des **activités immobilières**, à l'instar du secteur de la construction, a encore fléchi de 3,8%, en accumulant 23,0 milliards de gourdes à prix constant en 2025 contre 23,9 milliards en 2024. Cette baisse peut s'expliquer par une combinaison de facteurs défavorables, notamment les multiples exactions des gangs armés qui poussent les ménages à fuir certains quartiers, réduisant, à la fois, l'offre et la demande de logements dans ces quartiers. En revanche, parallèlement, les zones jugées relativement sécuritaires subissent une pression énorme provoquant ainsi un grand déséquilibre entre l'offre et la demande de logement dans ces zones-là. Ainsi, l'incertitude créée par cette situation délétère décourage les investissements dans le secteur

2.10- *Evolution à la hausse des services non marchands (CITI 84-94)*

Le secteur des services non marchands regroupe principalement les institutions qui assurent la fourniture gratuite ou quasi gratuite de biens et services à la population. Il inclut l'**Administration publique (APU)**, la **Sécurité sociale, les Collectivités territoriales** ainsi que les **Institutions sans but lucratif au service des ménages (ISBLSM).**

En termes réels, la valeur ajoutée de cette branche se chiffre à 43,4 milliards de gourdes constantes en 2025, contre 35,5 milliards en 2024, soit une envolée de 12,6 %, après une hausse de seulement 3,5 % l'année précédente.

Cette dynamique est cohérente avec l'expansion de la masse salariale de l'Administration Publique, qui a enregistré une augmentation, en valeur nominale, de 22,0 %, passant de 74,9 milliards de gourdes en 2024 à 91,6 milliards en 2025[9]. Cet accroissement de la masse salariale peut-être attribué, entre autres, aux recrutements réalisés dans

[9] Tableau des Opérations Financières de l'État(TOFE),(2025), Ministère de l'Economie te des Finances (MEF)

l'Administration Publique, en particulier de contractuels, pour pallier, dans une certaine mesure, le départ à l'étranger et à la retraite de nombreux employés de l'État.

2.11- *Régression des branches Éducation (CITI 85), Santé et Action sociale (CITI 86-88)*

Cette macro-branche occupe une place significative dans le secteur des services, représentant environ 18,5 % de l'ensemble. Sa valeur ajoutée, estimée à 57,1 milliards de gourdes constantes en 2024, est évaluée à 54,2 milliards en 2025, révélant ainsi une nouvelle régression, en volume, de 4,8 %, après la baisse de 3,2% l'année précédente.

Si l'on considère les branches séparément, l'**Éducation** a généré en 2025, une valeur ajoutée, à prix constant, de 29,8 milliards de gourdes, soit une baisse de 5,1 % par rapport à l'exercice 2024, où elle s'était fixée à 31,3 milliards. Cette chute peut être imputée à la destruction ou à la fermeture forcée de plusieurs établissements scolaires par les groupes armés, diminuant ainsi, considérablement, l'offre scolaire en 2025.

De son côté, la branche **Santé et Action sociale** a enregistré une chute de 4,4 %, atteignant 24,6 milliards de gourdes constantes à la fin de l'exercice 2025, contre 25,7 milliards en 2024. Cette évolution reflète un affaiblissement marqué de l'offre des services sociaux et sanitaires, face à une demande de plus en plus accrue de prestations publiques et privées.

2.12- Évolution mitigée des Autres activités de services (CITI 69-75 ; 77-82 ; 90-96 ; 97-98)

Les **Autres activités de services** regroupent l'ensemble des branches relevant des codes précités de la **Classification Internationale Type, Par Industries (CITI),** avec une nouveauté cette année **:** la nouvelle **b**ranche intitulée **« Services de fabrication fournis sur des intrants physiques du secteur textile-sous-traitance »**.

Conformément aux recommandations de la « s**ixième édition du Manuel de la balance des paiements et de la position extérieure globale »,** c'est dans cette branche que se trouvent, désormais, enregistrées les données relatives à la distribution des salaires dans le textile du secteur d'assemblage. **Cette activité n'est plus considérée comme une fabrication de bien, mais plutôt comme la fourniture de services.** Par conséquent, ses

valeurs sont déduites de la branche textile des industries manufacturières ou des activités de fabrication pour être reclassées dans la nouvelle branche ci-dessus mentionnée.

La valeur ajoutée des **Autres activités de services**, qui s'élevait à 51,2 milliards de gourdes en 2024, est tombée à 49,8 milliards en 2025, soit une décroissance, en volume, de 2,7%. Avec un poids relatif de près de 29,0 % de cette macro-branche, les **Services de fabrication fournis sur des intrants physiques du secteur textile-assemblage** deviennent la plus importante du groupe. Sa valeur ajoutée réelle a nettement régressé en 2025 (-13.2%), passant de 16,7 milliards de gourdes en 2024 à 14,5 milliards cette année. Selon certains responsables de ce secteur, trois causes majeures, parmi d'autres, seraient à l'origine de cette descente aux enfers : l'instabilité politique ou plus précisément l'insécurité qui n'en finit pas, le manque de commande des donneurs d'ordre et le retard enregistré dans le renouvellement de la loi Hope Help.

III- EVOLUTION DE L'OFFRE ET DEMANDE GLOBALES

L'Offre Globale de l'économie s'articule autour de deux éléments fondamentaux : l'offre interne, représentée par le PIB et l'offre externe, constituée des importations de biens et services. En 2025, l'Offre Globale, équivalente à la Demande Globale, s'est contractée à 763,6 milliards de gourdes à prix constants, contre 776,0 milliards en 2024, soit une régression, en volume, de 1,6 %.

Contrairement au PIB, la composante « Importations » a rebondi affichant une valeur de 211,0 milliards de gourdes constantes en 2025, contre 208,0 milliards l'année précédente, ce qui correspond à un accroissement de 1,5%. Les données de la Balance des Paiements confirment cette tendance : les importations de biens et services sont passées de 4 011,61 millions de dollars américains en 2024 à 4 597,02 millions en 2025, soit un rebond marqué de 14,5 %. Il faut aussi souligner que toutes les composantes des importations telles : les produits alimentaires, les combustibles minéraux, les produits chimiques, les articles manufacturés, les machines et matériels de transport ont progressé respectivement de 2,5%, de 2,1%, de 8,8%, de 29,0% et de 52,1% au cours de l'exercice fiscal 2025[10].

[10] Tableau des importations totales d'Haïti par Catégories de Produits, 2025, Banque de la Republique d'Haiti (BRH)

TABLEAU 5
OFFRE & DEMANDE GLOBALES
EN MILLIONS DE GOURDES COURANTES
De 2020-2021 A 2024-2025
BASE 2011-2012

AGREGATS	2020-2021	2021-2022	2022-2023*	2023-2024**	2024-2025***
PIB	**1 683 841**	**2 153 177**	**2 759 093**	**3 206 302**	**4 192 187**
IMPORTATION	489 322	556 818	608 333	527 896	600 552
OFFRE GLOBALE	**2 173 163**	**2 709 996**	**3 367 427**	**3 734 198**	**4 792 739**
CONSOMMATION	**1 795 434**	**2 283 746**	**2 896 058**	**3 274 760**	**4 221 781**
CONSOMMATION FINALE DES MENAGES	1 631 605	2 093 179	2 677 955	3 035 502	3 920 985
CONSOMMATION FINALE DES APU	125 656	148 845	171 909	190 077	231 658
CONSOMMATION FINALE DES ISBLM	38 173	41 722	46 194	49 182	69 138
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	304 446	341 967	383 088	389 206	505 560
EXPORTATION 1/	73 283	84 282	88 280	70 232	65 397
DEMANDE GLOBALE	**2 173 163**	**2 709 996**	**3 367 427**	**3 734 198**	**4 792 739**

SOURCE : DSE / IHSI

1/ note: Données révisées conformément aux dernières recommandations du Manuel de la Balance des Paiements et de la Position Extérieure Globale, 6e édition (BPM6).

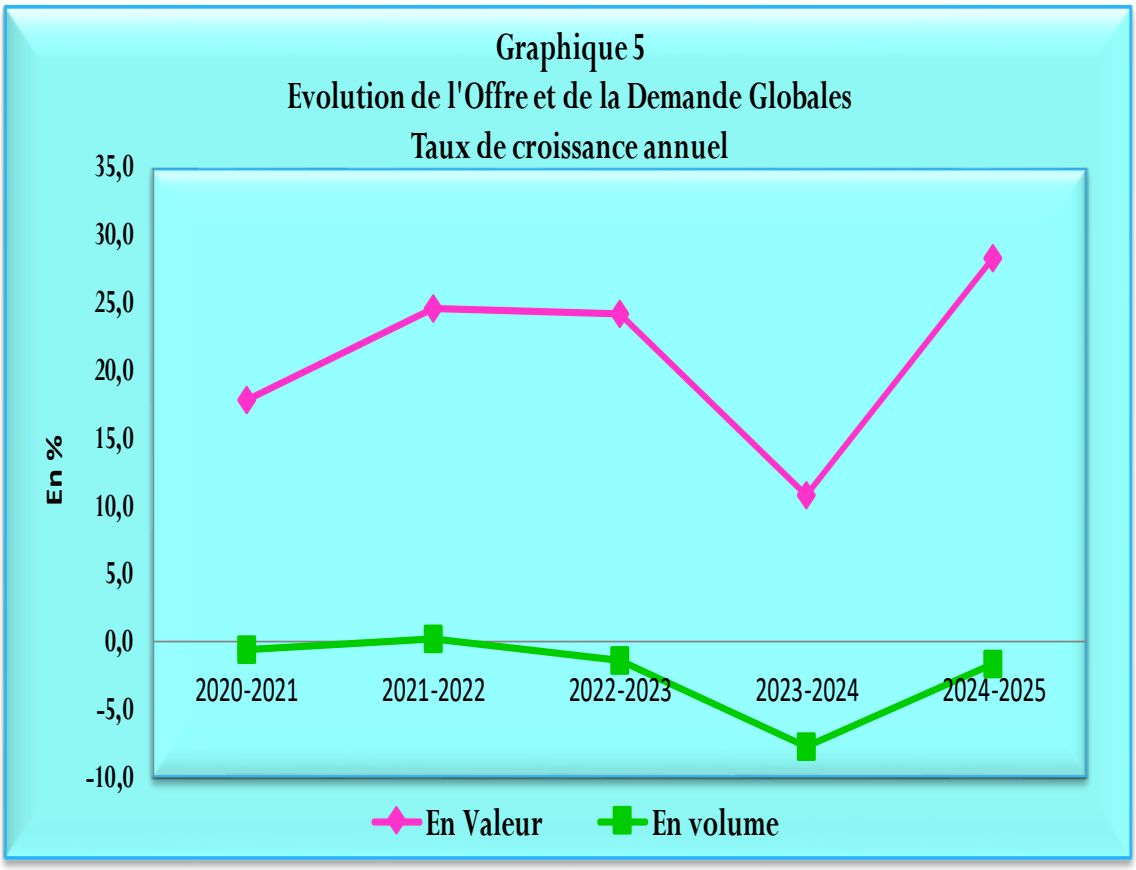
Notes : * Définitifs - ** Semi-définitifs- *** Provisoires

OFFRE & DEMANDE GLOBALES
EN MILLIONS DE GOURDES CONSTANTES
De 2020-2021 A 2024-2025
BASE 2011-2012

AGREGATS	2020-2021	2021-2022	2022-2023*	2023-2024**	2024-2025***
PIB	**614 309**	**603 977**	**592 719**	**567 914**	**552 507**
IMPORTATION	237 439	249 114	248 145	208 027	211 048
OFFRE GLOBALE	**851 748**	**853 091**	**840 864**	**775 940**	**763 556**
CONSOMMATION	**738 011**	**745 221**	**748 426**	**715 172**	**708 349**
CONSOMMATION FINALE DES MENAGES	653 370	648 759	649 847	615 853	602 263
CONSOMMATION FINALE DES APU	68 101	80 089	82 771	84 099	91 981
CONSOMMATION FINALE DES ISBLM	16 540	16 373	15 808	15 221	14 104
FORMATION BRUTE DE CAPITAL FIXE (FBCF)	69 962	63 053	51 934	32 833	27 821
EXPORTATION	43 775	44 817	40 504	27 935	27 386
DEMANDE GLOBALE	**851 748**	**853 091**	**840 864**	**775 940**	**763 556**

SOURCE : DSE / IHSI

Notes : * Définitifs - ** Semi-définitifs- *** Provisoires



En ce qui concerne la Demande Globale, l'évolution demeure contrastée. La Consommation Finale Totale s'est repliée de 1,0 % en 2025, tombant à 708,3 milliards de gourdes à prix constants, contre 715,4 milliards en 2024. Ce recul traduit le comportement différencié des composantes de la Consommation Finale.

La Consommation Finale des Ménages a enregistré une chute de 2,2%, totalisant 602,3 milliards de gourdes en termes réels, contre 615,9 milliards en 2024. Cette contraction aurait été encore plus brutale sans l'apport des transferts de la diaspora (transferts personnels), en 2025, qui ont amorti la baisse en soutenant considérablement le pouvoir d'achat des ménages. Les transferts ont augmenté de 19,6 %, passant de 4 111,22 millions de dollars US en 2024 à 4 912,52 millions en 2025[11].

En plus de la bouffée d'air que constitue les transferts de la diaspora, les ménages ont pu aussi bénéficier des ressources mobilisées dans le cadre du Programme Multisectoriel pour

[11] Balance des Paiments (BDP), 2025, Banque de la Republique d'Haïti (BRH)

l'Apaisement et la Réinsertion Sociale des Groupes Vulnérables (PMARSGV) mis en place par le Gouvernement. Ces ressources ont permis aux ménages de résister partiellement aux pertes d'emplois, aux effets de l'inflation et de maintenir un minimum d'accès aux biens et services.

La Consommation Finale de l'Administration Publique (APU) s'est envolée, atteignant 92,0 millions de gourdes constantes en 2025, contre 84,1 millions en 2024, soit une hausse substantielle de 9,4%. Cette progression a été soutenue par les performances des administrations de perception, qui ont fait progresser les recettes de l'État de 15,3[12] % au cours de l'année.

De son côté, la chute de la Formation Brute de Capital Fixe (FBCF) a été moins élevée en 2025 qu'en 2024, soit une contraction, en volume, de 15,3%, contre 36,8% précédemment. La baisse de la FBCF globale s'est un peu atténuée cette année grâce au rebond remarquable des investissements publics qui sont passés de 7,9 milliards de gourdes en 2024 à 25,6 milliards en 2025, soit un pic de 227.0%, contre une chute de 47,8% en 2024[13].

Toutefois, étant donné le poids relativement faible des investissements publics dans la FBCF totale, malgré leur hausse impressionnante, ils étaient insuffisants pour renverser la tendance générale négative du total des investissements du secteur privé en cette période de crise. En effet, comme on le sait, l'investissement privé a horreur du flou. Aussi longtemps que cette situation délétère perdure, il sera difficile de trouver des mesures incitatives qui puissent effectivement attirer des investisseurs locaux ou étrangers. Car l'un des plus grands méfaits de cette crise sécuritaire, c'est qu'elle véhicule, parmi les investisseurs potentiels, quelque chose d'encore plus corrosif pour l'économie : l'incertitude.

À l'inverse, la Demande Externe, représentée par les exportations, a de nouveau affiché une régression, confirmant son rôle de baromètre des fragilités structurelles et conjoncturelles de l'économie haïtienne. Toutefois, sa contraction a nettement diminué cette année. En effet, après la chute record de 31,0% en 2024, les exportations ont diminué, en volume, de 2,2% en 2025, pour s'établir à 27,4 milliards de gourdes constantes, contre 27,9 milliards en 2024.

L'analyse du panier des exportations révèle une tendance plutôt différenciée dans le comportement des produits. Si les fruits de mer, les autres produits alimentaires et la petite

[12] Tableau des Operations Financières de l'Etat (TOFE), 2025, Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)
[13] Tableau des Operations Financières de l'Etat (TOFE), 2025, Ministère de l'Economie et des Finances (MEF)

industrie ont décliné respectivement de 28,7%, de 6,9% et de 41,1% au cours de l'exercice fiscal 2025, d'autres produits ont plutôt affiché des tendances haussières[14].

En effet, malgré ce climat très morose, quelques produits d'exportation ont pu quand même afficher des résultats positifs. C'est le cas, par exemple, des huiles essentielles qui, avec une part de 38,8% du panier des exportations, ont crû de 25,9 %, atteignant 54,09 millions de dollars US en 2025, contre 42,97 millions en 2024. De même, représentant 11,7% des exportations totales, le cacao a fait un saut spectaculaire de 32,4 %, passant de 11,59 millions de dollars US en 2024 à 16,38 millions en 2025. Pour leur part, contribuant à 7,6% dans les exportations totales, les autres produits industriels ont connu également un accroissement extraordinaire de 131,1%, contre une chute de 49,1% l'année précédente, passant ainsi de 10,63 millions de dollars US en 2024 à 40,60 millions en 2025[15]. Ces performances isolées, certes, constituent quand même une lueur d'espoir, démontrant que certains créneaux peuvent encore résister et s'affirmer malgré la crise systémique.

Par contre, les « exportations des Services de fabrication fournis sur des intrants physiques détenus par des tiers, Sous-traitance (textile) » n'ont cessé de décroitre en 2023, 2024 et 2025, avec respectivement des baisses de 26,3%, 20,1% et 12,2%[16]. Une évolution qui reflète la situation extrêmement difficile que traverse ce secteur qui, il n'y a pas longtemps, représentait, après l'Etat, l'un des plus grands pourvoyeurs d'emplois de l'économie formelle avec plus de 60 milles emplois. Aujourd'hui, selon les derniers chiffres de l'Association des Industries d'Haïti (ADIH), le nombre d'emplois dans le secteur du textile pour l'année 2025 a été évalué à seulement 24 852[17] .

IV- PERSPECTIVES ECONOMIQUES POUR 2026

Au-delà des réformes, en profondeur, qu'il faudra, de toute façon, à un moment donné, entreprendre pour adresser les principaux problèmes structurels de l'économie haïtienne, le retour à un seuil de sécurité acceptable reste et demeure un passage obligé pour toutes tentatives sérieuses de reprise de l'activité économique.

En effet, il y a un certain nombre d'initiatives qui ont été prises cette année, notamment en région. Si les conditions optimales sont réunies, si la situation ambiante le

[14] Tableau sur les exportations de biens (2025), Banque de la République d'Haïti (BRH)
[15] Tableau sur les exportations de biens (2025), Banque de la République d'Haïti (BRH)
[16] Tableau sur les exportations de services, (2025), Banque de la République d'Haïti (BRH)
[17] Données provisoires, Rapport Trimestriel ADIH, Juillet 2025

permet, ces initiatives peuvent commencer à avoir des retombées économiques assez intéressantes en 2026, puis à moyen et long termes. On peut citer à titre indicatif :

- l'Ouverture du Port du Sud au commerce extérieur, depuis février 2025;
- le démarrage, en novembre 2025, des vols internationaux de passagers et de cargo à l'Aéroport International Antoine Simon des Cayes.

Ces deux infrastructures constitueront des atouts incontournables pour le développement économique du Grand Sud, particulièrement avec des effets multiplicateurs dans les filières touristiques, agricoles, commerciales, industrielles, du secteur informel, etc.

- l'augmentation substantielle des investissements publics, particulièrement au cours du dernier trimestre de l'année fiscale 2025, peut aussi générer des effets bénéfiques retardés pour l'économie en 2026.
- Si elle arrive effectivement à se matérialiser dans toute l'acception du terme, l'idée de la départementalisation du budget de 2026, lancée par le Ministre de l'Économie et des Finances, peut aussi constituer une bonne bouffée d'oxygène pour les départements géographiques. Cette mesure permettrait de faire une meilleure allocation des ressources pour les infrastructures locales (routes, irrigation, écoles, santé, etc), de dynamiser un peu les économies locales, de réduire les disparités territoriales et, par ricochet, de contribuer à booster l'économie nationale.

Cependant, au risque de se répéter une nouvelle fois, force est de reconnaitre que tout éventuel renouement à la croissance du PIB en 2026 devra indubitablement passer par la résolution de la crise sécuritaire qui conditionne l'efficacité de tous les leviers visant la relance de l'économie. Parallèlement à tout cela, les élites du pays, toutes catégories confondues (élites politique, économique, intellectuelle, religieuse, culturelle…) devraient cesser de chercher à « paître plutôt qu'à paraître ». C'est-à-dire, elles doivent s'atteler à prioriser davantage le bien-être collectif au lieu de l'intérêt individuel, pour la construction d'une société plus juste et moins inégalitaire. Ce changement de comportement constitue aussi un préalable quasiment indispensable à l'installation d'un environnement sécuritaire sûr et nécessaire à la survie de la nation haïtienne.

Institut Haïtien de Statistique et d'Informatique (IHSI)

Delmas 83, Rue Begonia # 2
Tél. : (509) 2943-2665
e-mail : ihsi@http://ihsi.gouv.ht / dse@ihsi.gouv.ht